HABITAT & COLLECTIVITES LOCALES N°15

Informations du 22 juillet au 4 août 2006

Inventaires
20 ans d'expertise au service de l'Habitat et des Collectivités

JOURNAL OFFICIEL du 22 juillet au 4 août 2006

Agence nationale pour la rénovation urbaine
Arrêté du 19 juin 2006 portant approbation du règlement général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine
J.O n° 173 du 28 juillet 2006 page 11234 - texte n° 10 - NOR: SOCV0611158A
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCV0611158A

Permis de construire - Règles de caducité
Décret n° 2006-958 du 31 juillet 2006 relatif aux règles de caducité du permis de construire et modifiant le code de l'urbanisme
J.O n° 177 du 2 août 2006 page 11468 - texte n° 16 - NOR: EQUU0601486D
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=EQUU0601486D
Informations complémentaires
Code de l'urbanisme (partie législative)
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnCode?code=CURBANIL.rcv
Code de l'urbanisme (partie réglementaire)
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnCode?code=CURBANIR.rcv

Concessions d'aménagement
Décret n° 2006-959 du 31 juillet 2006 relatif aux conditions de passation des concessions d'aménagement et des marchés conclus par les concessionnaires et modifiant le code de l'urbanisme
J.O n° 177 du 2 août 2006 page 11468 - texte n° 17 - NOR: EQUU0601520D
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=EQUU0601520D
Informations complémentaires
Code de l'urbanisme (partie législative)
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnCode?code=CURBANIL.rcv
Code de l'urbanisme (partie réglementaire)
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnCode?code=CURBANIR.rcv

Liste des communes et quartiers où sont créées des zones franches urbaines à compter du 1er août 2006
Décret n° 2006-930 du 28 juillet 2006 portant création de zones franches urbaines en application de l'article 26 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances
J.O n° 174 du 29 juillet 2006 page 11303 - texte n° 11 - NOR: SOCV0611423D

PARLEMENT

Le Parlement est convoqué en session extraordinaire le jeudi 7 septembre 2006

CIRCULAIRE

Taxe foncière sur les propriétés bâties - SEM ayant pour objet statutaire la réalisation ou la gestion de logements.
Dégrèvements. (Article 44 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées)
B.O Impôts - Circulaire - 6 C-5-06 n° 122 - 2006-07-20 - NOR: BUDF0620455J
http://alize.finances.gouv.fr/dgiboi/boi2006/6IDLPUB/textes/6c506/6c506.pdf

CIRCULAIRES

Taxe foncière sur les propriétés bâties
Exonération des logements situés dans les zones de revitalisation rurale (ZRR) et qui sont, en vue de leur location acquis puis améliorés avec une aide de l'ANAH par des personnes physiques. (Article 10 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux)
B.O Impôts - Circulaire - 6 C-7-06 n° 130 - 2006-08-02 - NOR: BUDF0620456J
http://alize.finances.gouv.fr/dgiboi/boi2006/6IDLPUB/textes/6c706/6c706.pdf
Exonérations des logements détenus par l'établissement public de gestion immobilière du Nord-Pas-de-Calais
http://alize.finances.gouv.fr/dgiboi/boi2006/6IDLPUB/textes/6c605/6c606.pdf

REPONSES MINISTERIELLES

Prêts destinés à aider les collectivités et les bailleurs sociaux à accéder à des terrains pour la construction de logements sociaux,
Deux types de prêts, dénommés Gaïa court terme et Gaïa long terme, sont disponibles depuis la fin de l'année 2005, et les premiers engagements ont déjà été signés. Le prêt Gaïa court terme est destiné à financer le portage foncier ou la constitution de réserves foncières destinées à la construction d'au moins 25 % de logements sociaux. Le prêt Gaïa long terme peut être souscrit par une collectivité locale, un établissement public de coopération intercommunale, un syndicat mixte, un établissement public foncier ou une SEM d'aménagement…
Assemblée Nationale - 2006-07-25 - Réponse Ministérielle N° 85451
http://questions.assemblee-nationale.fr/q12/12-85451QE.htm

Régime juridique des offres de concours des lotisseurs ou aménageurs offrant de réaliser et de financer les réseaux
Les articles L. 332-6 et suivants du code de l'urbanisme énumèrent limitativement les contributions d'urbanisme exigibles des constructeurs et lotisseurs. Ces dispositions d'ordre public ne prévoient pas la possibilité d'accepter des offres de concours et interdisent tout versement spontané de contributions financières destinées à couvrir le coût des équipements publics générés par leurs opérations…
Assemblée Nationale - 2006-07-25 - Réponse Ministérielle N° 89487
http://questions.assemblee-nationale.fr/q12/12-89487QE.htm

Plan d'aménagement d'ensemble et minimum de parcelles à desservir
Au sens de la jurisprudence du Conseil d'Etat sur la légalité de mise en oeuvre des PAE, une opération d'aménagement d'ensemble est, notamment, une opération qui tend à organiser un secteur urbain dont l'importance nécessite la création de nouveaux équipements publics pour satisfaire les besoins des constructions nouvelles attendues dans le périmètre déterminé. Ces conditions ont pour effet d'interdire la mise en oeuvre du PAE pour l'équipement de quelques terrains seulement, qui ne constitue pas un plan d'aménagement d'ensemble d'un secteur du territoire communal et qui ne peut être qualifiée de PAE au sens de l'article L. 332 du code de l'urbanisme…
Sénat - 2006-07-20 - Réponse ministérielle N° 22335
http://www.senat.fr/basile/visio.do?id=qSEQ060322335

Refus de permis de construire justifiée par l'impossibilité de déneiger la construction envisagée
En l'absence de difficultés particulières ou en présence d'autres possibilités d'accès, un refus de permis ne sera pas justifié. Lorsque les conditions d'intervention des services de secours sont rendues difficiles, par exemple si le seul accès à la voirie s'effectue par une piste de ski, l'article R. 111-4 permet de refuser une demande de permis de construire même en cas de faible distance séparant la construction de la voirie déneigée
Assemblée Nationale - 2006-07-18 - Réponse Ministérielle N° 86706
http://questions.assemblee-nationale.fr/q12/12-86706QE.htm

Carte communale - Constructions d'annexes
La carte communale ne comporte pas de règlement et ce sont les règles nationales d'urbanisme qui s'appliquent dans ces zones. Ainsi, dans les secteurs que la carte communale a classés comme inconstructibles, en vertu de l'article L. 124-2 du code de l'urbanisme, seuls l'adaptation, le changement de destination, la réfection et l'extension sont autorisées pour les constructions existantes....
Assemblée Nationale - 2006-07-25 - Réponse Ministérielle N° 84640
http://questions.assemblee-nationale.fr/q12/12-84640QE.htm

REVUE DU WEB

Vers un report jusqu'au 30 septembre 2006 pour les délibérations relatives aux exonérations facultatives en faveur des activités et/ou des immeubles implantés dans les pôles de compétitivité.
Compte tenu de la date tardive de parution des décrets, et de la période peu propice pour réunir les assemblées locales, l'Association des Maires de France a saisi le ministre du Budget en vue d'une modification de la date limite, afin que les collectivités qui le souhaiteraient puissent délibérer dans des délais plus raisonnables….
Association des Maires de France - AMF - 2006-07-28
http://www.amf.asso.fr/actualites/chargement.asp?ref_actu=563

Construction neuve au deuxième trimestre 2006
Résultats nationaux et départementaux de la construction de logements et de locaux non résidentiels…
Ministère Equipement - août 2006
http://www.statistiques.equipement.gouv.fr/IMG/pdf/r_c_339_cle271939.pdf

Population et logements par commune depuis le recensement de 1962 - Mise à jour de fichiers téléchargeables
Ces fichiers présentent des données communales sur la population et le logement, issues des 6 recensements de la population menés entre 1962 (1961 pour les Dom) et 1999. Les données sont maintenant présentées selon le découpage communal en vigueur au 1er janvier 2006 et sont recalculées afin de tenir compte des modifications intervenues avant cette date (fusions, suppressions de communes)…
INSEE - 2006-07-26
http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/psdc.htm

Informations signalées et commentées par Guy Lemée http://www.inventaires.fr via la liste de diffusion (accès libre et gratuit) : http://fr.groups.yahoo/com/group/logementsocialeconomielocale/

Ce bulletin d'informations est édité en collaboration avec ACRD, société éditrice d'**IDVO** - Veille juridique et documentaire des Collectivités territoriales (IDVO/"Informations légales")

La diffusion de ce bulletin d'informations reste couverte par les droits du copyright.

Pour toute information complémentaire, merci de contacter Guy Lemée, Directeur du cabinet *Inventaires* (http://www.inventaires.fr) à l'adresse courriel : contact@inventaires.fr

© 2008 *Inventaires* - Tous droits réservés